

## Communiqué de presse

### Un plan d'urgence pour les Recycleries et les structures Emmaüs bloqué par Bercy !

**Bercy refuse la création d'une aide d'urgence aux Ressourceries, recycleries et structures Emmaüs que l'ADEME se proposait de créer pour leur permettre de passer la crise. Le monde de demain ressemble terriblement au monde d'hier...**

Le réemploi solidaire a subi de plein fouet les lourdes conséquences économiques et sociales de la crise. Emmaüs, pour la première fois de son histoire, a fait un appel aux dons pour sa survie. Ressourceries, recycleries, structures Emmaüs ont perdu plus de 50 millions d'euros durant les deux mois de confinement. Et la reprise s'annonce difficile.

Alors que l'ADEME se propose de créer un fonds d'urgence de 10 millions d'euros sur des crédits non consommés, Bercy s'oppose à sa mise en œuvre. L'argument : l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) s'est vue bénéficier d'un fonds d'urgence dédié et les structures du réemploi solidaire font partie des cibles de cette aide.

Mais le diable se cache toujours dans les détails : le fonds dont il s'agit vise un tour de table public et privé de 10 millions d'euros, mais n'est doté que de 1,5 million d'euros de fonds d'état<sup>1</sup>. Il sera dédié aux structures de moins de 3 salariés et les recycleries en comptent en moyenne 21.

Plus difficile encore : en 2014, l'ESS représentait 100 Milliards de valeur ajoutée et 63 milliards de masse salariale ; soit 10% de l'emploi en France réparti sur plus de 220 000 associations et entreprises<sup>2</sup>.

Comment ne pas s'indigner qu'un secteur d'activité aussi proche des valeurs et principes appelés par tous pour construire le « monde d'après » - écologique et social, local et non délocalisable, vertueux sur le plan économique - se voit offrir une telle mesure quand on sait la vingtaine de milliards proposés aux polluantes industries de l'automobiles et de l'aéronautiques ?

Le gouvernement considère-t-il avoir fait sa part pour soutenir l'ESS qui représente 6% du PIB avec ce financement dédié d'1,5 million d'euros ?

La crise sanitaire a mis en lumière le besoin urgent d'appuyer la transition écologique et sociale. Ces principes sont défendus par les associations du réemploi solidaire depuis plus d'un demi-siècle. Elles luttent contre la surproduction de déchets, et offrent une alternative pour une consommation responsable tout en œuvrant pour les plus précaires. Elles agissent aujourd'hui comme des laboratoires citoyens du monde de demain.

Alors même que leur rôle clef pour la transition écologique et solidaire avait été résolument mis en avant par le gouvernement, soutenu à l'unanimité par les parlementaires durant les négociations de la loi AGECE (loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire), cette intervention de Bercy laisse entendre que ce n'était que posture.

Il est urgent que le gouvernement mette en adéquation ses paroles et ses actes en revenant sur cette décision dont le sens tire à l'opposé de la raison.

Soutenir les secteurs d'activités porteurs des modèles indispensables à la résilience, devrait être une priorité absolue pour fabriquer le monde de demain.

#### Contacts presse :

##### Martin BOBEL

Vice Président du Réseau des Ressourceries et coordinateur du REFER  
06.76.08.72.92 – [martin.bobel@reemploi-idf.org](mailto:martin.bobel@reemploi-idf.org)

##### Julie TATON

Responsable des relations presse – Emmaüs France  
06.16.68.10.43 – [jtaton@emmaus-france.org](mailto:jtaton@emmaus-france.org)

<sup>1</sup> [https://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20200417/2020-04-16 - fiche\\_dispositif\\_de\\_secours\\_ess\\_002.pdf](https://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20200417/2020-04-16 - fiche_dispositif_de_secours_ess_002.pdf)

<sup>2</sup> Source : Observatoire National de l'ESS – CNCRESS, d'après INSEE CLAP  
<http://www.cnccres.org/fr/less-en-chiffres>